

Grand moment politique à la Fête de L'Huma Bretagne (p. 4)

COMMUNISTES

Europe : Vers une liste de large rassemblement (p. 3)



Vidéo

Les pères de
l'Europe
promettaient paix
et prospérité. À
présent, nous
n'avons ni l'une,
ni l'autre.

Décalage

Élu PCF, issu du quartier « Commune de Paris » de Vitry, enseignant dans un collège en Seine-Saint-Denis, Hocine Tmimi est l'auteur de « Français-es tout simplement » aux éditions Arcane 17. Interrogé par la presse sur son « message », il répond : « Il y a un décalage entre la France que je vois tous les jours, qui travaille, qui est mélangée et ce que j'entends au niveau médiatique. Sans mettre de côté les problèmes qui existent. Ce que je dis, c'est que la France du réel n'est pas raciste et que les gens issus de l'immigration sont une vraie richesse. » C'est bien dit. Tout simplement. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Europe : vers une liste de large rassemblement

Extraits du rapport sur l'Europe présenté par Véronique Mahé au dernier CN.

Ce vote nous donne un autre mandat clair, dans la continuité des débats du Congrès de Marseille. À partir de ce vote, la direction du PCF a un mandat pour travailler une liste de large rassemblement, au nom des communistes, et engager les discussions avec les formations politiques de gauche et les personnalités associatives, syndicales ou élues qui se retrouvent dans ces propositions et cette démarche. Nous devons passer à une accélération de la mise en œuvre du choix des communistes, exprimé lors de notre congrès et par ce vote, pour construire une liste de 81 noms de large rassemblement.

Nous avons sollicité l'ensemble des fédérations afin qu'elles nous fassent des propositions de candidatures du Parti ou d'ouverture, syndicalistes, associatives... d'ici le CN du 9 décembre. Donc cet appel à candidatures est encore en cours. Par ailleurs, nous dialoguons avec plusieurs personnalités syndicales conformément à notre volonté d'une liste incarnant la combativité et les luttes des salariés, d'entreprises et des fonctions publiques, du monde du travail dirons-nous. Après avoir partagé le contenu de nos résolutions, et un échange sur le fond, nous avons ouvert des discussions pour la constitution d'un accord avec la Fédération de la gauche républicaine et notamment GRS. Nous souhaitons pouvoir avancer sur cet accord pour décembre pour qu'ensemble nous appelions à poursuivre l'élargissement de la liste.

L'ensemble des communistes seront appelés à voter sur la liste complète. Nous proposons de pouvoir adopter cette liste en début d'année 2024, avec donc un vote des communistes en janvier ou février. Mais il est important que cela n'empêche pas que la campagne soit d'ores et déjà lancée. Sur la liste nous ferons un point d'étape et d'information au Conseil national de décembre.

Nous savons qu'à ces élections européennes plusieurs listes de gauche vont se présenter séparément car il y a des projets différents. La dernière période met encore plus en difficulté ceux qui militaient pour une liste commune dite « Nupes », qui est derrière nous et enterrée. Mais le débat sur nos différences à gauche, sur nos désaccords souligne que nous avons un espace politique à prendre lors de ces élections qui va

bien au-delà du PCF. Nous proposons d'occuper cet espace politique en travaillant tout l'électorat de gauche pour reprendre la main en France et en Europe avec l'ambition de progresser dans les quartiers populaires, des grandes villes aux villages ruraux.

Dès 1979 et à toutes les élections européennes suivantes, notre parti a présenté une liste et fait entendre sa voix et ses propositions originales. Non par volonté de faire cavalier seul, mais parce que des désaccords fondamentaux nous séparent des autres composantes de la gauche à propos de la conduite à tenir face à l'Europe des marchés et de la finance. Trois assemblées gouvernent la France, l'Assemblée nationale, le Sénat et le Parlement européen. L'enjeu qui est devant nous pour 2024 pour le PCF c'est de revenir au Parlement européen, donc d'aller au-delà des 5 % et d'être dans les acteurs nationaux de gauche qui comptent. Nous nous situons en Europe, dans la continuité de notre engagement au sein du Parti de la gauche européenne. Il faut souligner l'apport historique, qui continue, du PCF dans les débats à gauche en Europe et notamment au sein du PGE.

Ces débats sont très compliqués, durs, et même très inquiétants, dans la dernière période de la situation de Die Linke à Syriza pour ne citer qu'eux. Il y a un enjeu européen à notre retour au Parlement, notamment dans le groupe « The Left ». Conformément aux discussions que nous avons eues lors de la conférence européenne, au congrès et dans les différents conseils nationaux, le rassemblement que nous proposons, c'est le rassemblement qui incarne et porte les luttes de France à l'échelle européenne.

Sur les 80 candidats et candidates qui accompagneront Léon dans cette campagne importante, nous aurons des camarades du PCF, mais aussi des candidates d'ouverture : des syndicalistes, des personnalités d'ouverture, dirigeants importants d'autres forces politiques. Également des représentants des outre-mer, des hommes et des femmes élus, représentants les combats de territoires, des camarades identifiés à des combats, à des enjeux nationaux et européens : féministes, écologistes, représentant le monde et les luttes dans l'agriculture, l'énergie, l'en-

seignement, la mobilité, la santé, les douanes, les ports, des élus municipaux, départementaux, régionaux ou parlementaires, des personnalités de nos territoires... Avec un objectif, c'est qu'ils et elles s'engagent dans la campagne et l'animent avec l'ambition partout du meilleur résultat électoral.

L'appel à candidatures, l'appel aux fédérations, même s'il faut le dire tout le monde ne sera pas retenu, ont pour but de nous permettre de construire la meilleure liste possible, correspondant à nos objectifs politiques. Nous souhaitons que partout nous réfléchissions à l'enjeu du résultat électoral, aux meilleures candidatures. Avec l'exécutif national, nous travaillerons à la meilleure liste représentant nos zones de force, mais aussi des zones de reconquête que nous ciblons. Nous allons travailler à cette liste avec le secteur Élections et Pierre Lacaze, avec Léon Deffontaines, notre tête de liste, avec l'exécutif national, mais aussi avec les suivis régionaux en lien avec les fédérations.

Fabien Roussel souhaite s'engager pleinement dans cette campagne pour que nous puissions la réussir et Fabien sera d'ailleurs sur la liste, ce qui sera un atout fort de la notoriété acquise depuis l'élection présidentielle. ✪



Grand moment politique à la Fête de L'Humanité Bretagne



Il y a six mois, la commission d'organisation de la Fête de l'Humanité décidait de placer sa 32^e édition sous l'égide de la solidarité avec le peuple palestinien. L'actualité dans toute son horreur a donné raison aux organisateurs. Et ce thème s'est avéré pertinent puisqu'environ 400 personnes ont assisté au débat avec Salah Hamouri « Contre la guerre et le colonialisme, Solidarité Palestine ».

Cet intérêt pour l'échange, la confrontation des idées s'est confirmé dans l'affluence à l'espace international de la Fête et aux autres débats, notamment 300 personnes venues écouter Marie-George Buffet et David Lappartient, président de droite du Conseil départemental du Morbihan, du Comité national olympique et sportif français, et de l'Union cycliste internationale sur le thème « l'éthique dans le sport ».

Plus de 200 visiteurs participaient au débat avec tous les partis de gauche sur l'Europe de la paix. Une confrontation qui résonnait avec l'actualité brûlante de l'Ukraine et permettait d'éclairer les

options en présence, confrontation particulièrement utile à six mois des élections européennes où chacun s'apprête à partir sous ses couleurs. L'oratrice du PCF, Charlotte Balavoine, a ainsi pu évoquer le projet d'une Europe de nations libres et associées, où la France pourrait faire entendre une voix forte sur la nécessité de faire monter en puissance les peuples et la diplomatie pour faire primer l'exigence de paix sur l'escalade guerrière.

150 autres personnes ont échangé sur la nécessité d'une industrie du médicament relocalisé dans le cadre d'un service public de la santé, quand 80 autres débattaient de l'affaire Callac où l'extrême droite a obtenu que la municipalité recule sur la mise en œuvre d'un lieu d'accueil de réfugiés, « une étape dans la tentative de l'extrême droite de conquérir des territoires ruraux, en l'occurrence sur une terre de gauche, en misant sur les peurs fantasmées de l'autre », caractérisait un participant.

« Les participants à la Fête sont venus pour frotter les points de vue, mieux connaître des réalités. Toute la gauche s'est parlée »,

soulignait Catherine Quéric, présidente de la fête. « Par contre les concerts ont moins bien marché. Le choix d'économie budgétaire a fait qu'il n'y avait pas de grosse tête d'affiche cette année ».

Ian Brossat concluait cette 32^e édition devant 600 personnes au meeting. L'ambiance combative s'est maintenue jusqu'au bout. Catherine Quéric avait le dernier mot : « Un tel événement ne pourrait se tenir sans l'investissement de 200 militants. La Fête de l'Humanité Bretagne est le seul événement régional qui permette à des centaines de personnes et militants de gauche de se côtoyer, d'échanger, de débattre. Et cela, c'est irremplaçable... » La Fête de l'Huma Bretagne a encore été ce grand moment d'éducation populaire, de confrontation des idées. Et bien sûr la musique, la culture et la joie de se retrouver pour refaire un monde qui en a tant besoin. ✪

Joël Gallais

Le Marché de Noël solidaire de la fédération de Gironde du PCF

Ou conjuguer action politique et solidarité

Marché de Noël (hum !), mais solidaire (oui). La tradition des marchés de Noël est ancrée dans le paysage populaire ; mais si elle permet de se projeter vers ce moment festif de fin d'année, la réalité économique et sociale s'invite souvent pour freiner les ardeurs : crise du pouvoir d'achat oblige. Les associations solidaires ne manquent pas de tirer la sonnette d'alarme depuis des années, et elles aussi souffrent.

Alors, que peuvent proposer les communistes dans ce contexte ?

Ce dernier week-end de novembre, les communistes girondins organisaient ainsi la 5^e édition de leur Marché de Noël solidaire dans un quartier populaire de Bègles. L'initiative, lancée en 2017 et interrompue deux ans pour cause de Covid, devient un rendez-vous annuel pour les communistes girondins qui viennent faire des emplettes (eh oui !) et refaire le monde entre amis et/ou camarades autour d'un verre, d'une assiette d'huîtres ou d'une brochette de bœuf de Bazas.

Des associations solidaires comme le Secours populaire, Arti-

sans du monde, le Mouvement de la paix, France Palestine, Cuba Linda, Agapes de Bordeaux... ; des autodidactes dont la capacité de création est toujours étonnante, de la littérature engagée avec les amis de la Librairie de la Renaissance.

Neuf exposants en 2017... vingt cette année ; la recette connaît du succès. Les ingrédients : Une visée politique avec, cette année, la pétition contre la vie chère ; un appui aux associations solidaires qui leur permet d'exposer ; une équipe de militants expérimentés et soudés ; et une grande envie de tout le monde de multiplier les occasions d'échanger et d'être dans l'action.

On a beaucoup parlé politique à l'espace restauration avec, au menu, la Palestine bien sûr, mais aussi Cuba, rassemblement, changement de société... On a beaucoup parlé politique aussi avec les exposants qui vivent la situation des plus défavorisés (le panier moyen de cette année étant très affecté) et la crise du bénévolat.

Un rendez-vous qui va s'ancrer progressivement dans le quartier. ✪

Marché de Noël Solidaire

Artisanat : Artisans du monde - Palestine 33 - Bijoux - T Créat' - Sibienassis
Peinture : Michèle Dominé
Objets de décoration : Claudine Girard
Livres : Amis de la Librairie La Renaissance - Mouvement de la Paix - Secours Populaire Français - Atelier de l'Estey - CubaLinda
Produits de bouche : L'Echoppe de Pantanassa - Crus châteaux et traditions - Agapes de Bordeaux

Vendredi 24 Novembre : 16h - 21h
Samedi 25 Novembre : 10h - 18h

Salle St Maurice – 105 Av. Alexis Capelle à Bègles
Tram C : Carle Vernet ou Terres - Neuves

Parking à proximité

2€ Bourriche de nombreux lots offerts par les exposants du quartier

Sur place : Restauration Crêpes - Huîtres Boissons ...

organisé par le **PCF**



Les communistes investissent les sujets de sécurité !

Voitures calcinées, point de deal et montée de l'insécurité ne sont plus l'apanage des grands centres urbains. Avec la récurrence de ce type d'événements, c'est la vie quotidienne de tout à chacun qui est bouleversée et la tranquillité de tous qui est contestée. Les communistes de Fougères ont donc décidé de prendre le sujet à bras-le-corps, sans raccourcis ni populisme, avec la volonté farouche de construire des réponses concrètes avec les habitants et forces vives du territoire, comme l'a souligné Benoit Montabone, animateur local du Parti.

Une réunion publique sur cette thématique, longtemps désertée à gauche, s'est donc tenue dans la poursuite des propositions formulées il y a quelques semaines encore par la section locale ; éclairage public, renforts de police nationale, réactivation du conseil local de prévention... L'occasion pour les communistes du territoire comme pour Robin Salecroix, membre de la direction nationale en charge des sujets de sécurité, d'aborder ces grands enjeux et décliner les réponses de notre organisation.

Choc d'embauche de policiers, gendarmes, douaniers, refonte de la doctrine et de l'organisation des services de sécurité, approche globale alliant politique de prévention, investigation, répression et réinsertion... Les sujets à investir ne manquent pas. Par exemple, dans un pays disposant de la première zone économique exclusive maritime mondiale, la question du contrôle des flux de marchandises entrants est un enjeu stratégique. Tandis que ce sont 17 000 agents qui peuplent les rangs des douaniers en France, en Allemagne et à titre de comparaison leurs effectifs frôlent les 50 000. Une illustration supplémentaire de la casse



organisée d'un service public clef à l'heure pourtant de mutations profondes de la criminalité et de la croissance exponentielle du trafic d'armes et de drogues.

Face à ces fléaux, les communistes préconisent des réponses globales et systémiques mettant au cœur une meilleure dotation en moyens humains et financiers, tout comme les thèmes de santé publique dans un contexte où l'État faillit sur le volet de la lutte contre l'insécurité comme de la prévention. Le fatalisme peut et doit être combattu, en réinvestissant ces enjeux tout en construisant des solutions inspirées des experts de terrain, en combattant sans relâche aussi les velléités de déport sur les collectivités et le secteur privé.

Autant d'aspects évoqués dans une salle comble où chacune et chacun a pu constater le chemin restant à parcourir après des années de casse de nos services publics. Fondements indispensables, nous le savons, d'une politique progressiste dans le domaine. ☆

Robin Salecroix
membre du CN



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Lille, le 20 novembre 2023

Communiqué

La Dette à perpète ?

Eric Bocquet, sénateur du Nord, membre de la commission des finances du Sénat depuis 2011, s'est spécialisé dans le domaine de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Il a co-écrit deux ouvrages à ce sujet avec son frère, Alain Bocquet, ancien député du Nord et maire de Saint-Amand-les-Eaux.

Aujourd'hui, il élargit son champ d'investigation à la question prégnante de la dette avec son nouvel ouvrage, *La Dette à perpète ?* paru le 17 novembre 2023, aux éditions Le Temps des crises.

La dette française dépasse les 3 000 milliards d'euros et le gouvernement concocte une politique d'austérité qui vise à réduire ce taux d'endettement alors qu'il contribue lui-même à creuser les déficits à coups de baisses d'impôts et d'allègements de cotisations pour les plus riches et les entreprises. Cette politique de cadeaux fiscaux en faveur des plus aisés est financée en empruntant massivement sur les marchés financiers, 285 milliards d'euros l'an prochain. Le budget 2024 sera une nouvelle fois financé pour moitié par l'impôt et pour moitié par la dette.

Comment sortir de cette spirale mortifère ? C'est à cette question, et à bien d'autres, qu'Eric Bocquet cherche à répondre dans ce nouveau livre où il réfléchit aux solutions pour extirper la France, et les autres pays de l'Union européenne, du cycle infernal de hausse de l'endettement des États en raison de la concurrence fiscale à laquelle ils se livrent entre eux.

Eric Bocquet

Sénateur du Nord
Conseiller municipal de Marquillies

enbocquet.fr
e.bocquet@sénat.fr

Séniat
15, rue de Valenciennes
75008 PARIS
☎ 01 42 34 21 24

Permanence parlementaire
18, rue d'Alsace-Lorraine
59000 LILLE
☎ 03 20 63 08 25

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse:..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM:..... PRÉNOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Réforme du bac pro : moins de cours et plus d'entreprise

La ministre déléguée à l'Enseignement et à la Formation professionnels, Carole Grandjean, a détaillé hier la mise en œuvre de la réforme du baccalauréat professionnel. Ces annonces confirment ce que nous savions déjà : cette réforme vise à remplacer la formation des élèves par l'Éducation nationale en un apprentissage patronal.

203 heures de cours sont ainsi supprimées sur les trois années de formation. Presque la moitié concernent l'année de terminale et sont prises sur les enseignements professionnels, remplacés, selon la ministre, par plus de stages. Sur les trois années du bac pro, ces suppressions d'heures correspondent à sept semaines de cours en moins. Après la réforme Blanquer de 2018 qui avait retiré déjà dix semaines, les élèves de baccalauréat professionnel auront perdu l'équivalent d'un trimestre de cours en cinq ans !

Cela relève d'un véritable mépris de classe pour ces élèves et d'une rupture forte dans l'égalité républicaine que doit la nation à chaque élève. Les annonces confirment aussi la destruction du tronc commun en année de terminale, en offrant le "choix" de finir l'année par des stages ou des enseignements. Alors que nombre d'élèves de lycée professionnel sont en difficultés financières, ce choix n'en sera pas un. Attirés par une faible rémunération des stages, nombre d'entre eux risquent d'abandonner les enseignements, au détriment de leur orientation. La ministre l'assume elle-même en parlant de ces stages comme de "premiers emplois". Cette instrumentalisation des stages est insupportable et abandonne toute ambition formatrice pour ceux-ci, pour en faire des moments de travail quasi gratuit à destination des jeunes les plus précaires au profit du patronat.

Le MJCF réaffirme que l'apprentissage d'un métier repose sur des enseignements généraux et professionnels assurés par des professeurs de l'Éducation nationale, et qu'aucun stage ne saurait les remplacer.

Le MJCF réaffirme que la formation professionnelle vise à former les travailleuses et travailleurs de demain, mais aussi des citoyennes et citoyens. Ainsi, aucune suppression d'heures d'enseignements n'est acceptable.

Cette réforme est une véritable attaque contre la jeunesse de la classe travailleuse. Elle traduit un alignement complet du gouvernement sur les intérêts patronaux.

Le MJCF continuera à se mobiliser devant les lycées professionnels pour construire une riposte à cette réforme.

Le MJCF appelle l'ensemble des élèves de lycées professionnels à se mobiliser le 12 décembre, journée de grève de l'intersyndicale, afin de revendiquer le retrait immédiat de la réforme du lycée professionnel. ✪

Léo Garcia

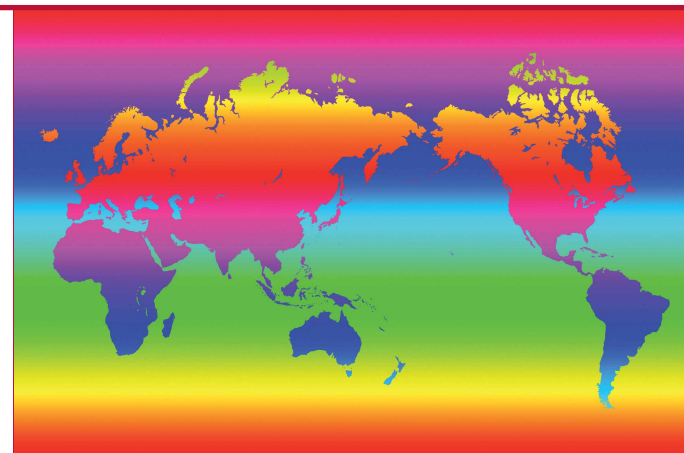


Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



Au Forum de Xiangshan, la sécurité humaine collective est une affaire de tous



Peu de Forums internationaux offrent aux pays en développement l'opportunité de faire entendre leurs voix et d'exercer une influence. Signe d'une volonté de plus en plus affirmée des pays du « Sud global » d'en finir avec un ordre du monde qu'ils subissent politiquement et économiquement, aucun n'entend désormais d'être tenu à l'écart d'une recherche et d'un règlement diplomatique et sécuritaire. Le 10^e Forum de Xiangshan qui s'est tenu du 29 au 31 octobre à Pékin



sur le thème « Sécurité commune, paix durable » se voulait en ce sens une grande plateforme de discussions stratégiques accordant un espace de réflexion et de dialogue à une diversité de participants. Plus d'une centaine de pays, régions et organisations internationales étaient présents dont une importante proportion d'États les moins développés invités à s'exprimer lors de la séance plénière consacrée au « rôle des pays en développement dans la sécurité mondiale ». Démonstration a été faite que « la sécurité est une condition préalable au développement et que l'humanité est une communauté de sécurité indivisible ».

À l'heure gravissime où deux crises internationales, l'une en Europe l'autre au Proche-Orient - venant s'ajouter aux quelque 55 conflits étatiques qui frappent plus d'un milliard d'êtres humains - « mener des échanges en profondeur avec toutes » pour chercher « un règlement politique » est une priorité, insiste Pékin.

Créé en 2006 sur le modèle du « dialogue de Shangri-La » (organisé annuellement à Singapour par l'Institut international pour les études stratégiques (IISS), un *think-tank* britannique et par le gouvernement singapourien), le Forum de Xiangshan s'en démarque par son caractère inclusif et ouvert. Consacré à l'origine comme le « Shangri-La » à la zone Asie, il a, au fil des ans, élargi sa portée géographique au fur et à mesure que les tensions s'accumulaient dans le monde, exigeant d'entamer des processus de négociations. À cet effet, le Forum a accueilli les représentants de parties en conflit - de Russie, d'Ukraine, d'Israël et d'Iran, etc. - parmi les dialogues les plus significatifs initiés par cette 10^e édition de la rencontre, celui entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui ont accepté de discuter de la question du Haut-Karabagh.

La Chine confirme ainsi sa nouvelle ligne diplomatique en déployant des efforts de médiation dans différents conflits. Non sans succès : la réconciliation qu'elle a parrainée entre l'Arabie saoudite et l'Iran en est une référence significative. Elle ne compte pas en rester là comme l'assurait dans son discours d'ouverture le président du Forum, le général Liu Zhenli : « La Chine est prête à travailler avec tous les pays pour explorer une nouvelle architecture de sécurité. » La question de savoir « de quel

type de concept de sécurité le monde a besoin et comment les pays peuvent parvenir à une sécurité commune » est devenue « un sujet de notre époque pour tous ».

Pékin a déjà lancé officiellement une réflexion internationale sur ce sujet d'où le thème du Forum. En février dernier, elle publiait un « Document de réflexion sur l'Initiative mondiale de sécurité » (ISM) explicitant les grands principes du projet. Ces derniers ont d'ailleurs servi de base au plan en douze points avancé par Pékin pour des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine.

« L'ISM vise à éliminer les causes à la racine des conflits internationaux, promouvoir une paix et un développement durables dans le monde », peut-on lire dans le document. Dans ses grandes lignes, l'ISM préconise la mise en place ou le développement de plusieurs « plates-formes et mécanismes de coopération » et leur mise en réseau et propose six engagements de base : adhérer à la vision d'une « sécurité commune et durable », respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, se conformer aux principes de la Charte des Nations unies dont le rôle est défini comme central.

On aura remarqué que l'ensemble de ces propositions ont trouvé peu d'écho dans la sphère occidentale ! ❖

Dominique Bari

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
 COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
 Gérard Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
 Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
 Mèl : communistes@pcf.fr
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA